

SOMMAIRE

1. **Section de fonctionnement**
 - 1.1 Les recettes réelles de fonctionnement
 - 1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement
2. **Section d'investissement**
 - 2.1 Les recettes réelles d'investissement
 - 2.2 Les dépenses réelles d'investissement
3. **Résultat de l'exercice**
4. **Ratios d'analyse financière**
5. **Ratios obligatoires**

L'article 2313-1 du CGCT du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation, brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles soit jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Le compte administratif, voté par l'assemblée délibérante avant le 30 juin, rend compte, annuellement, des opérations budgétaires réalisées. Il est constitué de deux sections :

- Fonctionnement
- Investissement

Contrairement au budget primitif, il n'y a pas d'obligations d'équilibre entre les recettes et les dépenses pour ce document.

La section de fonctionnement retrace toutes les recettes et les dépenses de la gestion courante de la collectivité. L'excédent de fonctionnement dégagé doit être utilisé pour rembourser le capital emprunter et également pour autofinancer les investissements.

La section d'investissement retrace les opérations d'investissement en cours et/ou à venir. Ces différentes opérations permettent de répondre à vos attentes quant à l'évolution de la collectivité ainsi qu'à valoriser le patrimoine. Les recettes sont issues de l'excédent de la section de fonctionnement ainsi que des dotations, des subventions et des emprunts.

Afin d'apprécier l'évolution financière de la commune, la suite de ce document, vous donnera le résultat de l'exercice 2024 ainsi que les résultats des années précédentes.

1. Section de fonctionnement

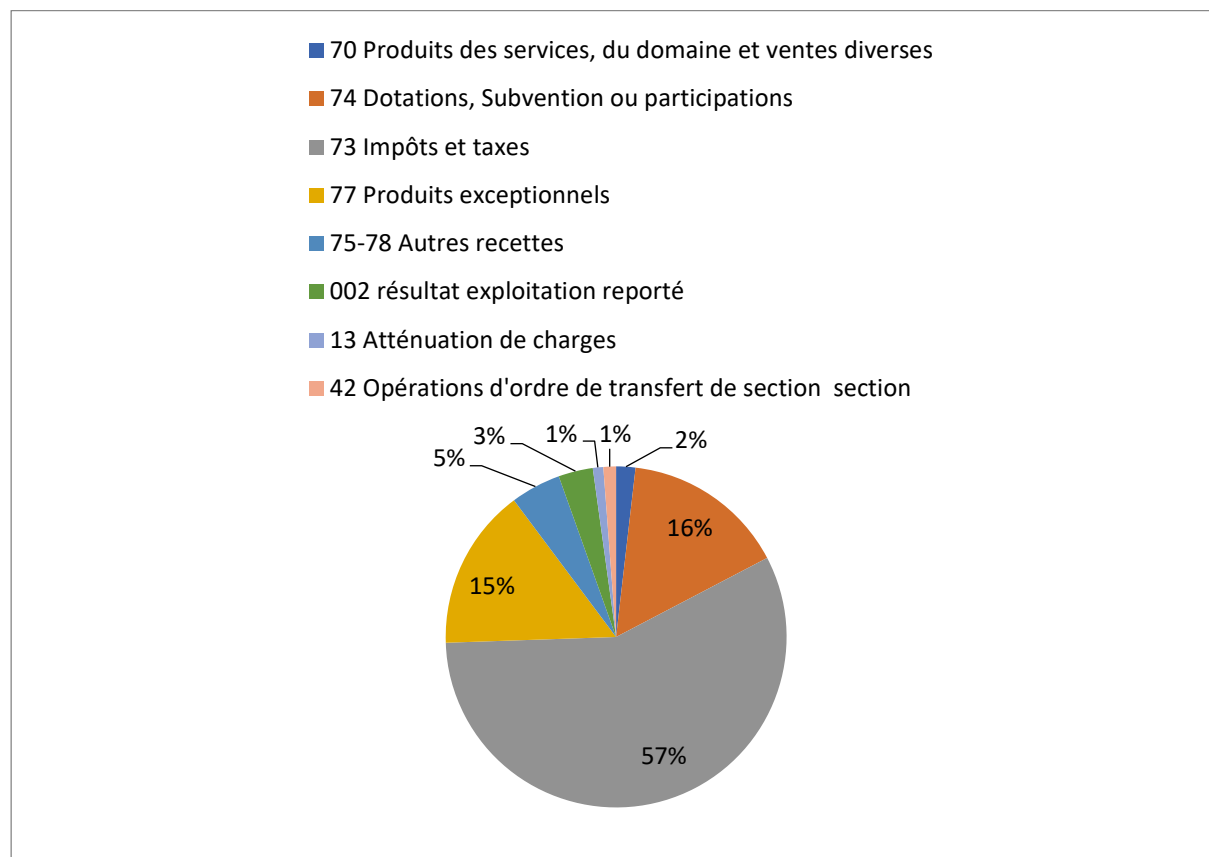
La section de fonctionnement permet d'assurer la gestion courante de la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
001-210100277-20250325-delib_20250305-BF
Date de transmission : 03/04/2025
Date de réception préfecture : 03/04/2025

1.1 Les recettes réelles de fonctionnement

Les recettes sont composées de la façon suivante : les produits de la fiscalité, les dotations, les produits des services, du domaine et des ventes diverses.

Elles s'élèvent à 1 990 167.18 € pour 2024 contre 1 655 401.09 € en 2023. Elles se décomposent de la façon suivante :



| Année | 2022 | 2023 | 2024 | 2023-2024 % |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| Produits des services, du domaine et ventes diverses | 16 623.19 | 19 757.95 | 38 649.95** | +95.62 |
| Dotations, Subventions ou participations | 317 854.86 | 348 907.42 | 326 079.84 | -6.54 |
| Impôts et taxes | 1 045 074.48 | 1 152 098.76 | 1 202 868.46 | + 4.41 |
| Produits exceptionnels | 682.91 | 44 771.96* | 323 102.00*** | +621.66 |
| Autres recettes | 92422.84 | 89 865.00 | 99 466.93 | +10.68 |
| Total Recettes réelles de fonctionnement | 1 472 658.28 | 1 655 401.09 | 1 990 167.18 | + 20.22 |

*bouclier énergétique

** mise en service de deux antennes de télécommunication sur le domaine privé de la collectivité avec régularisation de la redevance due au titre de l'exercice 2023

*** cession d'un bâtiment communal à réhabiliter pour la création d'une maison médicale

À noter pour 2024 :

- résultat d'exploitation reporté (002) de 69 222.63 euros,
- atténuation de charges (013) pour 20 426.66 euros,
- opérations d'ordre de transfert de section à section pour 25 340.00 euros.

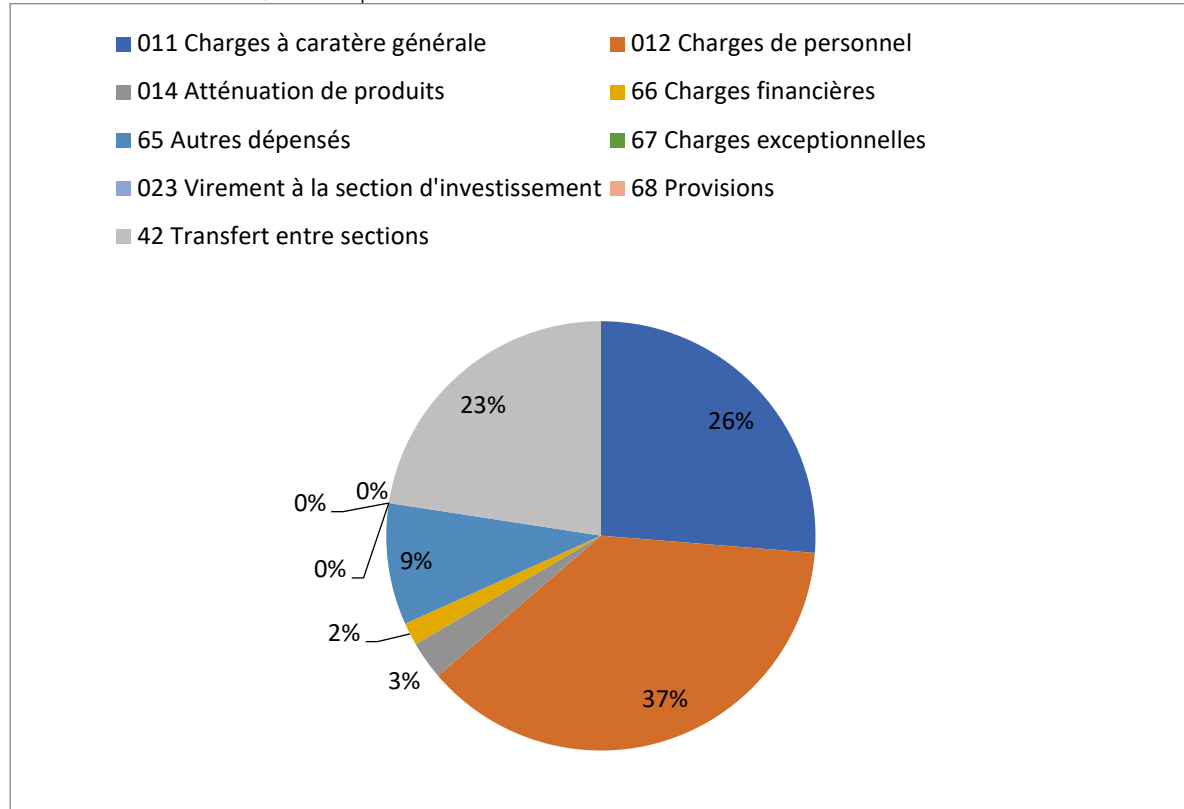
1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement

Accusé de réception en préfecture
001-210100277-20250325-delib_20250305-BF
Date de télétransmission : 03/04/2025
Date de réception préfecture : 03/04/2025

Concernant les dépenses de fonctionnement, on retrouve toutes les dépenses récurrentes de la collectivité, soient :

- Dépenses de personnel ;
- Charges à caractère général ;
- Les autres charges de gestion courante.

Pour l'exercice 2024, ces dépenses s'élèvent à 1 289 794.26 € contre 1 157 182.88 € en 2023.



| Année | 2022 | 2023 | 2024 | 2023-2024 % |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------|
| Charges à caractère général | 382 851.84 | 353 195.62 | 438 728.32 | +24.22 |
| Charges de personnel | 580 251.38 | 596 773.02 | 624 682.09 | +4.68 |
| Atténuation de produits | 51 370.00 | 45 859 | 45 097 | -1.66 |
| Charges financières | 23 352.26 | 31 117.98 | 28 598.36 | -8.10 |
| Autres dépenses | 269 125.65* | 123 049.77 | 152 688.49** | +24.09 |
| Charges exceptionnelles | 21 320.17 | 7 187.49 | 0 | -100 |
| Total Dépenses réelles de fonctionnement | 1 328 271.30 | 1 157 182.88 | 1 289 794.26 | +11.46 |

*Programme de modernisation de l'éclairage public initialement prévu en investissement et finalement réglé en fonctionnement

**Portages fonciers via l'EPF de l'Ain liquidés au chapitre 65 en 2024 et en M57, en lieu et place du chapitre 67 en 2023 et en M14.

À noter pour 2024 :

- opérations d'ordre de transfert de section à section (042) pour 376 658.50 euros (cession d'un bâtiment communal)
- Provision pour charge (68) pour 0 euros.

2. Section d'investissement

A l'inverse de la section de fonctionnement qui implique des recettes et des dépenses récurrentes, la section d'investissement comprend des recettes et des dépenses définies dans le temps en fonction des différents projets de la collectivité.

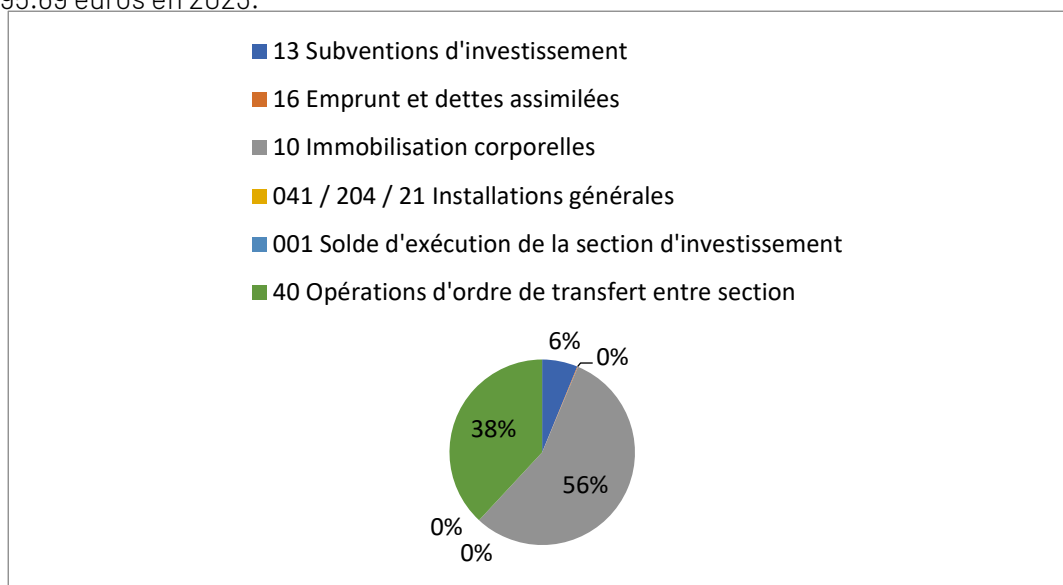
Accusé de réception en préfecture
001-210100277-20250325-delib-20250305-BF
Date de transmission : 03/04/2025
Date de réception préfecture : 03/04/2025

2.1 Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement se composent principalement :

- les subventions d'investissement (provenant de l'Etat, de la région, département, Europe, ...);
- le FCTVA et la taxe d'aménagement ;
- l'excédent de fonctionnement capitalisé (l'imputation des excédents de la section de fonctionnement);
- les emprunts.

Pour l'exercice 2024, les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 608 987.16 euros contre 189 395.69 euros en 2023.



| Année | 2022 | 2023 | 2024 | 2023-2024 % |
|--|---------------------|-------------------|------------------|----------------|
| Subventions d'investissement | 108 849.64 | 31 206.44 | 60649.45** | +94.35 |
| Emprunt et dettes assimilées | 1 365 659.84* | 1 126.06 | 1 192.10 | +5.86 |
| Dotations, fonds divers et réserves | 338 791.11 | 157 063.19 | 547 145.61 | +248.36 |
| Dont 1068 | 274 974.56 | 100 000.00 | 500 000.00 | |
| Autres recettes d'investissement | 0.00 | 0.00 | 0.00 | |
| Total Recettes réelles d'investissement | 1 813 300.59 | 189 395.69 | 608987.16 | +221.54 |

*Souscription d'un emprunt d'un montant de 1 365 247.00 euros pour procéder au remboursement de trois emprunts (CRD au 28/11/2022 = 79 475.25 €, CRD au 31/11/2022 = 51 551.64 €, CRD au 31/11/2022 = 434 229.95 €) et au financement des travaux de requalification de la rue de la Chapelière pour 800 000€ (hors subventions).

**Retard dans la perception des subventions relatives à la requalification de la rue de la Chapelière (travaux clôturés en 2024) et attributions tardives des subventions relatives à la construction d'un court de tennis couvert. La réalisation de ce projet initialement prévue sur l'exercice 2024 a été retardée (financements indispensables). Le court de tennis sera livré pour septembre 2025.

À noter pour 2024 :

- opérations d'ordre de transfert de section à section (040) pour 374 658.50 euros.
- reste à réaliser pour 557 688.00 euros.

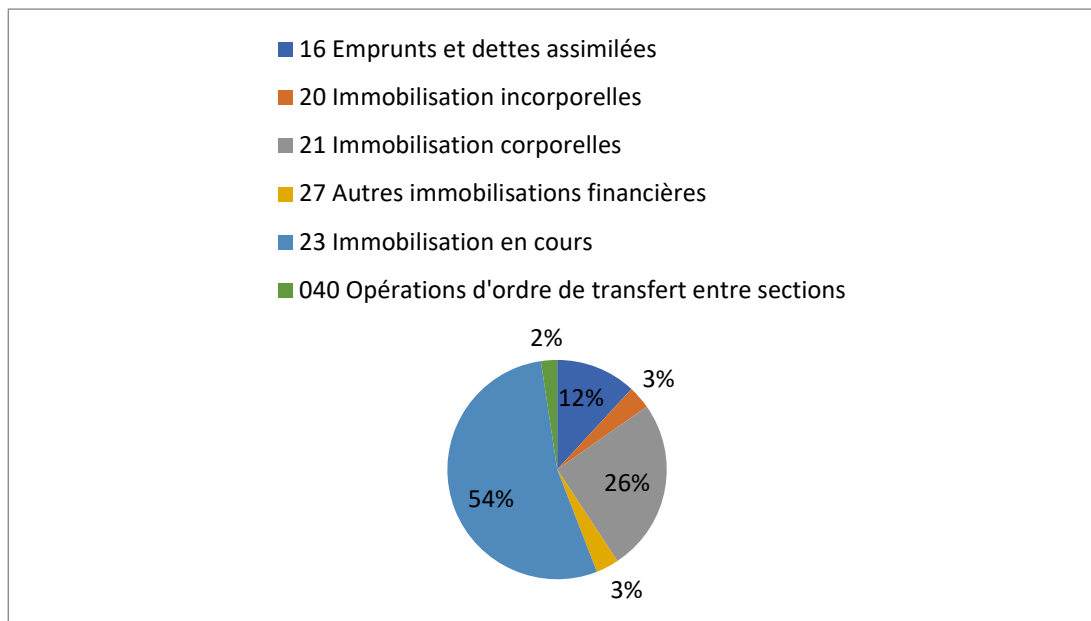
2.2 Les dépenses réelles d'investissement

Pour les dépenses d'investissement, on retrouve principalement :

- les immobilisations corporelles ;
- les immobilisations en cours ;
- le remboursement des emprunts.

Accusé de réception en préfecture
001-210100277-20250325-delib_20250305-BF
Date de télétransmission : 03/04/2025
Date de réception préfecture : 03/04/2025

Pour l'exercice 2024, les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à 1 048 415.18 €, elles étaient de 419 454.76 € en 2023.



| Année | 2022 | 2023 | 2024 | 2023-2024 % |
|--|-------------------|-------------------|---------------------|----------------|
| Emprunts et dettes assimilées | 697 131.38* | 158 627.36 | 127 781.51 | -19.45 |
| Immobilisations en cours | | 27 890.81 | 575 042.96** | +1961.77 |
| Immobilisations incorporelles | 8203.80 | 13 713.55 | 36 571.12 | +166.68 |
| Immobilisations corporelles | 105 848.75 | 183 222.68 | 273 019.23 | +49.01 |
| Autres immobilisations financières | 20 765.57*** | 36 000.36*** | 36 000.36*** | |
| Total dépenses réelles d'investissement | 831 949.50 | 419 454.76 | 1 048 415.18 | +149.55 |

*Emprunt (compactage d'emprunt - financement projet de requalification de la rue de la Chapelière)

Construction d'un **court de tennis couvert (report sur 2025) + Études relatives à la **réhabilitation de la salle polyvalente** (réhabilitation reportée du fait des arbitrages réalisés lors de l'attribution des subventions sur l'exercice 2024 mais études déjà engagées sur 2024 auprès d'un cabinet d'architectes) + Obligation de **construire une cantine** en 2025 opérationnelle dès février 2026).

***Convention de portage avec l'EPF de l'Ain.

À noter pour 2024 :

- opérations d'ordre de transfert de section à section (040) pour 25 340.00 euros.
- Reste à réaliser pour 1 048 121.07 euros

Construction d'un court de tennis couvert. Les travaux initialement prévus sur 2024 ont été décalés sur 2025 du fait de l'attribution tardive des subventions. Le court de tennis sera finalement livré en septembre 2025.

Études relatives à la réhabilitation de la salle polyvalente lancées sur 2024 bien que la réhabilitation ait été finalement reportée du fait des arbitrages réalisés lors de l'attribution des subventions sur l'exercice 2024 et de l'obligation de construire une cantine en 2025.

3. Résultat de l'exercice

Accusé de réception en préfecture
001-210100277-20250325-delib_20250305-BF
Date de télétransmission : 03/04/2025
Date de réception préfecture : 03/04/2025

| | Investissement | | Fonctionnement | | Ensemble | |
|--|-------------------|--------------------|-------------------|--------------------|-------------------|--------------------|
| | Dépenses/Déficits | Recettes/Excédents | Dépenses/Déficits | Recettes/Excédents | Dépenses/Déficits | Recettes/Excédents |
| Résultat reporté 2023 (001 ou 002 en N-1) | 852614,34 | | 569222,63 | | 1421836,97 | |
| Réalisation de l'exercice 2024 | 1073755,18 | 983645,66 | 1664452,76 | 2035933,84 | 2738207,94 | 3019579,5 |
| <i>RAR 2024 reportés sur 2025</i> | 1048121,07 | 557688,00 | | | | |
| Résultat de l'exercice 2024 | -90109,52 | | | 371481,08 | 281371,56 | |
| Résultat de clôture 2024 * (solde d'exécution de la section d'investissement) | 762504,82 | | 440703,71 | | 1203208,53 | |
| 001 (RI) Solde d'exécution de la section d'investissement (Excédent) | 852614,34 | | | | | |
| <i>Part affectée au 1068 (RI) **</i> | 500000,00 | | | | | |
| <i>002 Résultat de fonctionnement reporté (Excédent) **</i> | | | 69222,63 | | | |
| Solde disponible en investissement | 762504,82 | | | | | |
| * besoin de financement de l'investissement = 0 | | | | | | |
| ** l'excédent de fonctionnement 2023, soit 569222,63 €, a été affecté sur le budget 2024 de la façon suivante : 500000 € au 1068 RI et 69222,63€ au 002 RF | | | | | | |

La commune dégage un excédent de fonctionnement cumulé d'un montant de 440 703.71 euros. Les recettes d'investissement réalisées n'ont pas atteint les prévisions du fait du retard pris dans le dossier de cession du gymnase à l'intercommunalité pour un montant de 928 000 €. Cette cession sera effective dans le courant du 1^{er} semestre 2025. Néanmoins, la municipalité a engagé l'entièreté des dépenses et recettes d'investissement liée à la construction du court de tennis couvert en fin d'exercice 2024.

4. Ratios d'analyse financière

Le tableau ci-dessous retrace les évolutions de l'épargne brute et de l'épargne nette de la collectivité avec les indicateurs permettant de les calculer.

Pour rappel :

L'épargne brute, correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est à dire la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement.

Elle sert ainsi à financer :

- le remboursement du capital de la dette de l'exercice (inscrit au compte 1641 des dépenses d'investissement) ;
- l'autofinancement des investissements.

À noter qu'une Collectivité est en déséquilibre budgétaire au sens de l'article L.1612-4 du CGCT si son montant d'épargne brute dégagé sur un exercice ne lui permet pas de rembourser son capital de la dette sur ce même exercice.

L'épargne nette ou capacité d'autofinancement représente le montant d'autofinancement réel de la collectivité sur un exercice. Celle-ci est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) duquel a été retraité le montant des emprunts souscrits par la Collectivité sur l'exercice.

Évolution des niveaux d'épargne de la collectivité :

Accusé de réception en préfecture
001-210100277-20250325-delib_20250305-BF
Date de télétransmission : 05/04/2025
Date de réception en préfecture : 05/04/2025

| Année | 2022 avant Nouvel emprunt | 2022 après nouvel emprunt | 2023 | 2024 | 2023-2024% |
|--------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------|-------------------|---------------|
| Recettes réelles de fonctionnement | 1472658.28 | 1472658.28 | 1655401.09 | 1990167.18 | +20.22 |
| <i>Dont recettes exceptionnelles</i> | | 682.91 | 44 771.96 | 323102.00*** | |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 1328271.30 | 1328271.30 | 1157182.88 | 1289794.26 | +11.46 |
| <i>Dont dépenses exceptionnelles</i> | | 21 320.17 | 7 187.49 | | |
| Épargne brute | 144386.98 | 144386.98 | 498218.21 | 700372.92 | +40.57 |
| Taux d'épargne brute | 9.80 % | 9.80% | 29.17% | 35.19% | |
| Amortissement du capital de la dette | 148 110 | 148110 | 156258 | 124099 | -20.58 |
| Épargne nette | -3 723.02 | -3723.02 | 341960.21 | 576273.92 | |
| Encours de la dette | 932 748.84* | 1594106.00** | 1437733.00 | 1318924.00 | -8.26 |
| Capacité de désendettement | 6.46 | 11.04 | 3.20 | 1.88 | |

*avant emprunt souscrit au 30 novembre 2022

**après emprunt souscrit eu 1^{er} décembre 2022

***cession d'un bâtiment communal

En 2024, les dépenses réelles de fonctionnement sont globalement stables. Les recettes réelles de fonctionnement ont connu une augmentation exceptionnelle due à la cession d'un bâtiment communal. La maîtrise des dépenses et la hausse des recettes permettent de dégager un excédent de fonctionnement global de 440 703.71 € et d'affecter à la section d'investissement pour l'exercice 2025 un montant de 360 000.00 € tout en conservant 80 703.41 € pour la section de fonctionnement.

La situation financière de la commune est saine. Le tableau d'amortissement met en évidence la capacité de la commune à couvrir l'annuité de l'emprunt avec son épargne brute pour les années à venir.

Emprunt en cours :

| Période | CRD | Intérêt | Amortissement | Annuité |
|---------|-----------|---------|---------------|---------|
| 2023 | 1 594 106 | 32 721 | 156 258 | 188 979 |
| 2024 | 1 437 733 | 28 411 | 124 099 | 152 510 |
| 2025 | 1 318 925 | 25 741 | 100 651 | 126 392 |
| 2026 | 1 218 274 | 23 674 | 97 578 | 121 252 |
| 2027 | 1 120 696 | 21 606 | 99 646 | 121 252 |
| 2028 | 1 021 049 | 19 489 | 101 764 | 121 253 |
| 2029 | 919 286 | 17 320 | 99 505 | 116 824 |
| 2030 | 819 781 | 15 266 | 101 559 | 116 824 |
| 2031 | 718 222 | 13 164 | 103 661 | 116 824 |
| 2032 | 614 562 | 11 013 | 105 812 | 116 824 |
| 2033 | 508 750 | 8 811 | 108 013 | 116 824 |
| 2034 | 400 737 | 6 558 | 97 502 | 104 059 |
| 2035 | 303 235 | 4 791 | 99 269 | 104 059 |
| 2036 | 203 967 | 2 992 | 101 068 | 104 059 |
| 2037 | 102 899 | 1 160 | 102 899 | 104 059 |

5. Ratios obligatoires

Le tableau ci-dessous présente les ratios obligatoires de la Collectivité sur la période 2022-2024

Accusé de réception en préfecture
001-210190277-20250325-000-20250305-BF
Date de télétransmission : 03/04/2025
Date de réception préfecture : 03/04/2025

| Ratios / Année | 2022 (2615 hab. au 01/01/2022) | 2023 (2699 hab. au 01/01/2023) | 2024 (2744 hab. au 01/01/2024) |
|--|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| DRF € / hab. | 507.94 | 428.75 | 470.04 |
| Fiscalité directe € / hab. | 399.65 | 426.86 | 438.36* |
| RRF €/hab. | 563.16 | 613.34 | 725.28 |
| Dép. d'équipement € / hab. | 43.61 | 83.30 | 322.39 |
| Dettes / hab. | 609.60 | 532.69 | 480.66 |
| DGF / hab. | 35.22 | 34.12 | 33.17** |
| Dép. de personnel / hab. | 221.89 | 221.11 | 227.65*** |
| CMPF (coefficient de mobilisation du potentiel fiscal) | 0.41 | 1.03 | 0.39 |
| CMPF (coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargie) | | | |
| DRF + Capital de la dette / RRF | 1.70 | 1.66 | 1.37**** |
| Dép. d'équipement / RRF | 0.06 | 0.13 | 0.43 |
| Encours de la dette / RRF | 1.08 | 0.87 | 0.66**** |

*Le conseil municipal augmente ses taux de fiscalité directe, au titre de l'effort fiscal, tous les ans depuis 2020 (3% en 2020, 3% en 2021, 3% en 2022, 8% en 2023, 5% en 2024 et 1% en 2025).

La population de Balan augmente tous les ans, **2615 habitants au 1^{er} janvier 2022, 2699 au 1^{er} janvier 2023, 2744 au 1^{er} janvier 2024 et **2957 au 1^{er} janvier 2025**.

À noter que 3338 habitants ont été comptabilisés lors du recensement de l'INSEE réalisé en 2024 soit une progression de 27.65 % depuis 2022.

Il est à noter que la DGF était de 82313.00 € en 2022, de 89253.00 € en 2023 et de 83323 € en 2024 soit une stabilité qui ne tient pas compte de l'évolution de la population.

***Les dépenses relatives aux charges de personnel ont augmenté. Cela est essentiellement due à des recrutements sur des postes vacants, à la politique d'avancement propre à la fonction publique territoriale et à la politique managériale en place, politique nécessaire à la fidélisation des agents.

****La politique d'assainissement des finances de la collectivité opérée par le compactage des emprunts porte les fruits attendus.

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (comptes 71 et 72) sont soustraites aux DRF.

Montant total des dépenses de fonctionnement en régie
001-210100277-20250325-delib_20250305-BF
Date de réception préfecture : 03/04/2025

Ratio 2 = Produit des impositions directes/population (recettes hors fiscalité reversée). Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population. En plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour versements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement/population : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul.

Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (455 en M14).

Ratio 5 = Dette/population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

Ratio 6 = DGF/population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.

Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.

Ratio 8 = Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (CMPF) : ce ratio peut être compris comme un indicateur de pression fiscale au sein d'une collectivité du bloc communal. En effet, il permet de déterminer les marges de manœuvres d'une commune ou d'un établissement intercommunal en termes de fiscalité, d'évaluer leurs capacités à jouer sur l'augmentation des taux des taxes locales pour abonder leur budget.

Mode de calcul : Recettes de la fiscalité locale / potentiel fiscal

Ratio 9 = Le CMPF élargi est applicable aux communes appartenant à un EPCI à fiscalité propre.

Ratio 10 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) /RRF : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

Ratio 11 = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la collectivité au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

Ratio 12 = Dette/RRF = taux d'endettement : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

(Source www.collectivites-locales.gouv)